

panorapresse.ouest-france.fr

Article - « Du fric pour nos écoles publiques ! »

~4 minutes

« Du fric pour nos écoles publiques ! » : 200 manifestants à [Cherbourg-en-Cotentin](#)

Près de 200 personnes ont manifesté à [Cherbourg](#) contre les 56 fermetures de classes annoncées dans la [Manche](#), dénonçant une dégradation du service public d'éducation.



Après le rassemblement, les manifestants ont défilé en marchant jusqu'à la sous-préfecture. Une fois arrivés, les représentants syndicaux ont déposé une motion, c'est-à-dire un document écrit résumant leurs revendications et demandes officielles.

« Du fric pour nos écoles publiques ! » ; « Il y en a ras-le-bol de ces guignols qui cassent nos écoles ! » : les manifestants scandent sous les applaudissements.

Le mardi 31 mars 2026, environ 200 personnes se sont rassemblées place du Général-de-Gaulle à [Cherbourg-en-Cotentin](#) ([Manche](#)), à l'appel de l'intersyndicale Éducation (FSU, [CFDT](#) Éducation, CGT Éduc'Action, Sud Éducation, SE-Unsa et FCPE).





Au même moment, il y a eu également deux autres rassemblements à [Saint-Lô](#) et à [Avranches \(Manche\)](#) sur la place Littré.

« Une occasion manquée »

Au cœur de leur combat : la suppression annoncée de 56 classes dans la [Manche](#), accompagnée de 24 ETP (équivalent temps plein) dans les collèges et lycées.

Martine Quesnel, secrétaire départementale de la FSU, prend la parole devant le théâtre.

Pour elle, la baisse démographique aurait dû être « une chance historique pour réduire les effectifs », et non servir de prétexte à des économies : « On se sert de l'éducation pour faire des économies sur le dos des élèves, qui seront les citoyens de demain. C'est totalement incohérent d'autant plus que l'on sait que, dans la [Manche](#), avec les projets industriels, de nouvelles familles vont arriver. »

« Une casse organisée du service public »

Le cortège s'avance, dans la foule, on aperçoit [Pierre-François Lejeune](#), conseiller départemental.

Florence Déramer, cosecraire du syndicat Sud Éducation Manche et enseignante en maternelle à [Cherbourg](#), partage la même colère : « On voit bien que le gouvernement organise la casse du service public depuis des années. Nous, on veut une école ambitieuse. Nos élèves ont besoin d'accompagnement, de soin. Cette baisse démographique aurait dû donner un souffle, pas le contraire. »

Classes surchargées, postes éclatés : des conséquences concrètes

[Sandrine Godin](#), enseignante en lycée professionnel et syndicaliste Sud Éducation, rapporte une situation très locale : « Les conditions d'accueil pour la rentrée vont être terribles. Beaucoup de collègues se retrouvent avec des postes partagés sur deux ou trois établissements. Et malgré la dynamique industrielle du territoire, on refuse des élèves faute de capacité à les former. »





Selon les syndicats, la France fait partie des 25 % de pays qui dépensent le moins par élève, tout en affichant des classes parmi les plus chargées d'Europe.

Même inquiétude pour la directrice de l'école primaire Jean-Jacques-Rousseau ([Tourlaville](#)), où une classe de 10 élèves est menacée : « Si des classes ferment, les effectifs vont grimper, et nos élèves avec des besoins particuliers risquent de ne pas avoir le suivi dont ils ont besoin. On a peur surtout pour leurs apprentissages. »

Une mobilisation contre « l'abandon du service public »

Le discours de l'intersyndicale accuse le gouvernement d'avoir « affaibli » l'école publique, en diminuant le taux d'encadrement année après année. Selon eux, pour revenir au niveau de 2017, il faudrait créer plus de 10 000 emplois, et 45 000 pour retrouver celui de 2006.